

# Respectons la loi sur l'hôtellerie

Pour exploiter un établissement hôtelier, il est **nécessaire d'obtenir une autorisation d'exploitation** accordée par les autorités préfectorales\* conformément à la loi sur l'hôtellerie.

\*Le maire de la municipalité ou de l'arrondissement dans le cas d'une ville ou d'un arrondissement spécial disposant d'un centre de santé

Exploiter un établissement sans autorisation constitue une **violation de la loi sur l'hôtellerie** et est **passible des injonctions et des sanctions** prévues par ladite loi.

## Injonctions / sanctions à l'encontre des exploitants sans autorisation

- **Remise de rapport / inspection sur les lieux**  
(Art. 7, paragraphe 2, loi sur l'hôtellerie)
- **Injonction urgente telle que la suspension des activités**  
(Art. 7-2, paragraphe 3, loi sur l'hôtellerie)
- **Jusqu' à 6 mois d'emprisonnement / amende jusqu'à 1 million de yens** en cas d'exploitation sans autorisation  
(Art. 10, alinéa 1, loi sur l'hôtellerie)
- **Amende jusqu'à 500 000 yens** en cas d'infraction relative à la remise de rapport / inspection sur les lieux  
(Art. 11, alinéa 2, loi sur l'hôtellerie)
- **Amende jusqu'à 500 000 yens** en cas d'infraction relative à une injonction urgente telle que la suspension des activités  
(Art. 11, alinéa 3, loi sur l'hôtellerie)
- **Amende prévue par la disposition de double responsabilité**  
(Art. 13, loi sur l'hôtellerie \* Application des amendes prévues pour chaque article)

Veillez à éviter toute exploitation illégale sans autorisation et **garantisiez la bonne exploitation des établissements d'hébergement.**

Par ailleurs, si un ressortissant étranger exploite de façon illégale un établissement et qu'il reçoit une injonction ou une sanction, la **préfecture communiquera cette information aux services de l'immigration régionaux**, ce qui peut influencer les décisions sur le changement ou la prolongation du statut de séjour.